

33e séance du 6 mai 1952, à 9 heures.

Présidence: M. Kobelt.

Absent: M. Escher.

Secrétaire: M. Oser.

Clôture: 11 heures.

Téléphérique du Cervin.

M. Petitpierre: Italie semble avoir abandonné projet. Je renonce à vous envoyer proposition.

Ambassadeur USA.

M. Petitpierre: Légation USA a répondu à notre note. Patterson a dit gouvernement très déçu. Il a fallu renseigner presse à cause d'un article américain. Laisser les choses en l'état pour le moment jusqu'à ce que Reale aura été promu ambassadeur.

Accord de Washington et milliards du clearing.

M. Petitpierre: Avez reçu rapport Stucki pour accord Washington. Un seul point important litigieux: Maintien des articles 4, 5 et 6. Nous ne sommes pas prêts à dire que libération avoirs suisses aux USA est réglée. Autorisez-moi à dire que CF confirme son point de vue traditionnel.

M. Kobelt: Etes-vous d'accord? Oui.

M. Weber: Perspectives plus sombres pour milliards de clearing. Délégation alliée refuse notre proposition. Veut limiter l'accord aux milliards, sans les accessoires. Refuse le calcul d'un intérêt. Les Alliés proposent aux Allemands une autre solution: 387 mios à amortir en 4 ans. Le reste amortissement sans intérêt. Délégation suisse a refusé. Stucki a formulé proposition éventuelle: 500 mios payables en 4 ans, solde partiellement investi en installations ferroviaires. Le reste du solde, amortissement en 30 ans, 2%. Chercher à obtenir assurances allemandes concernant liquidation avantageuse du dernier reste, et aussi que liquidation du clearing n'occasionne pas de frais supplémentaires à la Suisse. Autoriser la délégation à proposer cette solution encore acceptable."

M. Etter: D'accord. Y aura-t-il une réserve pour Nachforderungen en cas de changement territorial?

M. Weber: La réserve est chose admise.

M. Petitpierre: Même avis. Accepter ces propositions, comme les dernières. Cela fait une différence de 100 mios sur le capital. Les Allemands ont demandé partage entre les deux Allemagnes: 50%. Certain que nous n'obtiendrons rien de plus en cas de fusion des deux Allemagnes.

M. Rubattel: D'accord. Savoir si le temps travaille pour ou contre nous.

M. Weber: Un retard ne nous serait pas utile. Nous risquons d'être discriminés à Londres. Pour la clause suivant laquelle la Suisse ne doit pas encourir de nouvelles charges de clearing, donner une certaine compétence à politique et finances pour ne pas revenir devant CF.

M. Feldmann: D'accord.



M. Kobelt: D'accord, notamment sur la compétence à donner aux départements.

M. Petitpierre: La scission des Allemagnes est un élément de réduction et qui n'entraîne pas obligation de paiement pour le solde. Tenir compte des arrangements conclus entre Allemagne et Alliés, qui prévoient aussi ces éléments de réduction.

M. Kobelt: Donc compétence est accordée aux deux départements.

Achat d'armes aux USA.

M. Petitpierre: Le texte du communiqué est prêt. Le publier dès avis de Washington.

Affiches étrangères.

M. Weber: Que signifient les mots "étranger" et "politique". Mieux vaudrait prendre décisions in casu, c'est plus souple.

M. Feldmann: MP voudrait avoir une base sûre pour agir. Je suis prêt à revoir le texte. Nous voulons interdire affiches au service d'un gouvernement étranger. Prendre décision de principe. Si décision de principe affirmative, je suis prêt à retirer proposition en vue d'un nouveau texte.

M. Etter: Je serais favorable à l'adoption d'un ACF.

M. Petitpierre: Je serais pour un ACF disant: "Caractère de propagande politique incompatible avec ordre public suisse". Recours au CF contre MP.

M. Rubattel: Savoir ce que signifie étranger. Quid de l'affiche soi-disant imprimée en Suisse. Je préférerais des décisions in casu.

M. Petitpierre: Voir si justice et police peut présenter le nouveau texte et discuter ensuite le principe.

M. Feldmann: Accepte solution Petitpierre.

La proposition retourne à justice et police.

Exposition Duffy à Genève.

M. Etter accepte le patronage. Idem pour exposition de Nyon.

Fédération internationale des clubs de camping.

M. Petitpierre: J'accepte votre patronage sous réserve d'examen.

Compensation des frais de transport en montagne.

M. Rubattel expose la question. Le département des finances propose une solution liée au système des allocations familiales. Cela ne va pas. Il s'agit de soutenir l'ensemble de la population montagnarde. Solution subsidiaire envisagée par finances suscite opposition générale.

M. Weber: Notre proposition subsidiaire semble meilleure que le régime actuelle. Pas nouvelle que les gens en villégiature profitent de la réduction. Appliquer le système valable pour le pain.

M. Rubattel: Avec mon système, abus très rares. La compensation donne impression à population qu'on s'occupe d'elle.

M. Etter: Même avis que DEP. Ne pas changer un système satisfaisant.

Cours CF Weber à l'université.

M. Weber: Faculté me demande si je puis reprendre mon cours. Juridiquement, ce serait possible. Pratiquement aussi. Je serais alors professeur honoraire.

M. Etter: Penser à effet sur opinion publique. On dira: Un CF a-t-il le temps de s'occuper d'autre chose.

M. Petitpierre: Délicat à cause des réactions.

M. Rubattel: Plutôt conférences de temps à autre.

M. Feldmann: Penser opinion publique. Demander avis justice et police.

M. Kobelt: Revenir sur l'affaire, à moins que M. Weber ne renonce.

Match Suisse-Angleterre.

M. Kobelt: Dois-je y aller et rencontrer Montgomery?

M. Petitpierre: Déléguer un CF qui n'est ni chef Politique ni chef DMF. On pourrait aussi invoquer absence ministre Grande-Bretagne et fait que match n'a pas lieu à Berne.

M. Kobelt: Militaire et Politique régleront la question.

Décisions prises sur la base de propositions écrites.

Politique.	Stage d'étude UNESCO Ministre Hohl Tokio.
Finances et douanes.	Rapport légation de Suisse à Athènes. Eingabe des Verbandes der Gewerkschaften des christl. Verkehr Staatspersonals.
Justice et police.	Bewilligung gemäss Art. 271 StGB
Militaire.	Kleine Anfrage König.
Volkswirtschaft.	Wirtschaftsverhandlungen mit Deutschland. Unfallverhütung. Verordnung.
Postes et chemins de fer.	Ausfuhr von elektr. Energie (Klingnau).
Politique.	Gebäude Gesandtschaft Madrid.